

Commerce par province (en millions de dollars américains, 1998)

	Exportations		Importations	
	Valeur	% du total	Valeur	% du total
Guangdong	76 302	41,5	55 178	39,4
dont Shenzhen	25 748	14,0	18 773	13,4
Shanghai	15 641	8,5	15 530	11,1
Jiangsu	15 930	8,7	12 148	8,7
Shandong	11 210	6,1	7 904	5,6
Zhejiang	11 606	6,3	5 144	3,7
Fujian	10 718	5,8	7 401	5,3
Liaoning	7 625	4,1	6 137	4,4
Beijing	6 494	3,5	9 283	6,6
Tianjin	5 465	3,0	5 612	4,0
Toutes les autres provinces	22 764	12,4	15 828	11,3

Source : Administration générale des douanes et EIU

Le gouvernement central chinois a décidé de limiter voire d'interdire l'investissement dans certains secteurs à haut risque ou portés à l'inflation et de promouvoir le financement des projets essentiels d'infrastructure et de perfectionnement des technologies. Les projets devant être réalisés dans les provinces moins développées du Centre et de l'Ouest sont avantagés, bien que les stratégies employées doivent tenir compte d'obstacles plus importants, notamment une main-d'oeuvre moins compétente, une qualité de vie moins bonne et une infrastructure moins bien développée.

Région administrative spéciale de Hong Kong — marché dynamique, tremplin vers le continent

Hong Kong compte parmi les principaux partenaires commerciaux du Canada. En cette période de bouleversement économique régional, la base fondamentale de l'économie de Hong Kong demeure solide et le contexte commercial, bien réglementé, rentable et transparent. Les infrastructures efficaces de transport et de communication, les secteurs financier et bancaire prospères et le régime de libre-échange de Hong Kong complètent l'économie du continent. Hong Kong devrait continuer de représenter une importante source de capitaux d'investissement pour le Canada, de même qu'un marché riche en débouchés pour la technologie, les produits et les services canadiens.

Deux ans après la rétrocession, en juillet 1997, les institutions gouvernementales sont toujours aussi solides, efficaces et impartiales. Hong Kong conservera pendant 50 ans, soit jusqu'en 2047, son propre régime perfectionné de marché libre et les institutions commerciales ainsi que la common law britannique en vertu du principe « un pays, deux régimes ». Qui plus est, le dollar de Hong Kong demeure bien aligné sur la devise américaine. La défense efficace de l'« alignement », à la fin de 1998, a joué un rôle très important dans le maintien de la confiance des entreprises et du public dans l'avenir. De plus, Hong Kong demeurera un port franc et un territoire douanier distinct, sous l'égide de l'OMC. Au cinquième rang mondial des grands centres financiers, elle continuera d'émettre sa propre devise entièrement convertible. L'anglais demeure la langue d'affaires et d'enseignement supérieur, de même que la langue officielle du gouvernement.

L'économie de Hong Kong repose sur l'échange de biens et de services. Hong Kong est la place bancaire et financière, le centre des transports et le centre régional des ventes de l'Asie de l'Est, de même que la principale source d'investissement étranger de la Chine. Au moins une partie du financement de presque toutes les grandes entreprises commerciales en Chine en provient. Hong Kong est aussi un important investisseur au Canada et peut donc représenter un créneau viable et crédible pour les entreprises canadiennes qui s'implantent sur le continent.

Hong Kong a toutefois connu une année difficile, en 1998. Le chômage a culminé à 6 %, un taux sans précédent, et les ventes au détail ont chuté de 20 % par rapport au chiffre record enregistré en 1997. Par ailleurs, le PIB a fléchi de 5 %. Cependant, 1998 a été une assez bonne année pour les exportations canadiennes. En dépit des contractions de l'économie, les exportations du Canada ont atteint un chiffre record dans le secteur agroalimentaire (499 millions de dollars) ainsi que dans le secteur des produits des technologies de l'information (TI) et des communications (241 millions de dollars).

Tandis que nous amorçons la deuxième moitié de 1999, la confiance des entreprises à Hong Kong s'est améliorée sensiblement, ce qui est reflété dans la hausse des marchés immobilier et boursier, l'essor de l'industrie touristique et la prospérité du secteur des importations et des réexportations lorsque Hong Kong agit comme « entrepôt » de la Chine.

Dans son budget de 1999-2000, le gouvernement de Hong Kong a prêté une reprise de la croissance. Les milieux d'affaires de Hong Kong, y compris la direction de la très puissante Hong Kong General Chamber of Commerce, ont appuyé publiquement cette prévision optimiste.

Afin de revigorer l'économie, le gouvernement a annoncé dans son budget de février 1999 plusieurs initiatives qui pourraient profiter aux entreprises canadiennes, notamment un remboursement fiscal général pour les consommateurs, la déréglementation



« Cyberport » de Hong Kong

Pour plus de renseignements sur le « Cyberport », consultez le <http://www.info.gov.hk/itbb> ou communiquez avec l'un des délégués commerciaux canadiens basés à Hong Kong.

plus poussée du secteur des télécommunications ainsi que l'expansion simultanée et la privatisation plus approfondie du secteur public.

Un autre projet pourrait intéresser fortement les entreprises canadiennes. Il s'agit de l'annonce, dans le budget, de l'initiative « Cyberport », d'une valeur de 1,7 milliard de dollars américains, conçue pour stimuler la création d'une industrie locale des TI et maintenir l'importance de Hong Kong en tant que grand centre international des communications et du commerce. Le Cyberport, situé dans le milieu de télécommunications le plus libéral en Asie, servira d'infrastructure aux entreprises spécialisées dans le commerce électronique et l'élaboration de contenu multimédia pour le commerce et l'industrie. L'initiative a été appuyée publiquement par Bill Gates, PDG de Microsoft. Hewlett-Packard, Intel, IBM et Yahoo comptent également parmi les « locataires-clés » formellement engagés.